



Enfin inculpé et sans mandat pour gouverner, les jours de Netanyahu sont comptés

Par [Jonathan Cook](#)

Mondialisation.ca, 25 novembre 2019

jonathan-cook.net 24 novembre 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Alors que l'impasse concernant la formation d'un gouvernement se prolonge, les accusations portées contre le premier ministre intérimaire ont plongé le pays dans une crise constitutionnelle inexplorée.

La décision d'inculper le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu pour trois chefs d'accusation distincts pousse l'impasse électorale sans précédent dans laquelle se trouve le pays dans le territoire totalement inexploré d'une crise constitutionnelle.

Il n'existe aucun précédent juridique d'un premier ministre en exercice qui fait face à un procès – dans le cas de Netanyahu, pour corruption, fraude et abus de confiance. L'ancien Premier Ministre israélien Ehud Olmert a été accusé de corruption en 2009, mais seulement après sa démission.

Les commentateurs israéliens mettent déjà en garde contre la possibilité d'une guerre civile si, comme cela semble probable, Netanyahu décide de pousser ses partisans d'extrême droite dans une frénésie d'indignation. Après une décennie au pouvoir, il a développé un statut presque culte au sein de la population.

La chose honorable serait que Netanyahu se retire rapidement, étant donné que les deux élections qu'il a disputées cette année se sont terminées dans une impasse. Les deux étaient principalement considérées comme des plébiscites sur la continuation de son régime.

Il est maintenant le premier ministre intérimaire du pays, en place jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement puisse être formé ou qu'une troisième élection sans précédent ait lieu.

Son départ mettrait fin à des mois de quasi-paralysie gouvernementale. La voie serait alors libre pour un successeur de son parti, le Likoud, de négocier un accord sur un gouvernement d'unité de droite avec son rival Benny Gantz, un ancien général de l'armée.

Le parti Bleu et Blanc de Gantz s'est fait un point de principe de ne pas forger d'alliance avec Netanyahu.

L'expérience passée, cependant, suggère que Netanyahu pourrait préférer démolir la maison plutôt que de partir tranquillement. S'il est autorisé à aller de l'avant avec une autre élection en mars, il est susceptible de lancer de nouveaux niveaux de provocations contre ses ennemis.

Jusqu'à présent, la cible principale de son venin a été prévisible.

Au cours des campagnes d'avril et de septembre, il s'est acharné contre le cinquième des citoyens israéliens qui sont Palestiniens ainsi que leurs représentants élus sur la Liste Commune, la troisième plus grande faction de la Knesset.

Peu avant l'annonce de l'acte d'accusation de jeudi dernier, Netanyahu était de nouveau à l'œuvre contre eux, tenant une « conférence d'urgence ». Il a déclaré aux partisans qu'un gouvernement minoritaire dirigé par Gantz et soutenu de l'extérieur par la Liste Commune serait une « *attaque nationale historique contre Israël* ». Les députés de la minorité palestinienne, a-t-il déclaré, « *veulent détruire le pays* » .

Un tel gouvernement, a-t-il ajouté, serait un résultat « *qu'ils célébreront à Téhéran, à Ramallah et à Gaza, comme ils le font après chaque attaque terroriste* » .

Cet alarmisme répété avait un but évident : rallier le public juif pour qu'il vote en faveur de sa coalition d'extrême droite, maintenant ouvertement anti-arabe. Il espérait obtenir une majorité absolue et pouvoir ensuite imposer par voie législative l'immunité contre les poursuites.

Maintenant, il semble qu'il n'a plus le temps. Après trois ans d'enquêtes et de tergiversations, le Procureur Général, Avichai Mandelblit, l'a finalement inculpé.

Selon les médias israéliens, Netanyahu a refusé d'accepter une négociation de plaidoyer qui l'aurait vu démissionner en échange d'un évitement de peine de prison.

Selon l'allégation la plus grave, il est accusé d'avoir accordé au magnat des médias Shaul Elovich des avantages d'une valeur de 500 millions de dollars en échange d'une couverture médiatique favorable.

Au regard des crimes que lui et d'autres dirigeants israéliens ont perpétrés pendant de nombreuses décennies contre les Palestiniens dans les territoires occupés, les infractions pour lesquelles il est inculpé semblent relativement mineures.

Néanmoins, s'il est reconnu coupable, Netanyahu risque une peine d'emprisonnement substantielle pouvant aller jusqu'à 10 ans. Les enjeux sont donc élevés.

Tout indique maintenant qu'il va passer de sa principale cible, la minorité palestinienne d'Israël, aux autorités judiciaires qui le poursuivent.

Sa première réponse à l'acte d'accusation a été d'accuser la police et les procureurs d'une « *tentative de coup d'État* », affirmant qu'ils avaient fabriqué les preuves pour le « *piéger* ». « *Le temps est venu d'enquêter sur les enquêteurs* », a-t-il exhorté.

Comme l'a dit un responsable de Bleu et Blanc au journaliste israélien Ben Caspit :

« Netanyahu n'hésitera pas à déchaîner ses partisans sur les institutions du gouvernement qui représentent la primauté du droit. Il n'a pas d'inhibitions » .

Techniquement, la loi permet à un Premier Ministre de continuer à servir pendant sa mise en accusation et avant un procès, qui n'aura lieu que dans plusieurs mois. En supposant que

Netanyahou refuse de démissionner, les tribunaux devront se prononcer sur la question de savoir si ce privilège s'étend à un dirigeant intérimaire incapable de former un nouveau gouvernement.

Netanyahou est donc susceptible de concentrer son attention sur l'intimidation de la Cour Suprême, déjà victime d'une décennie de phrases assassines de la part de la droite israélienne. Les critiques accusent injustement le tribunal d'être un bastion du libéralisme.

Mais de plus grands dangers peuvent se profiler à l'horizon. Netanyahou a besoin de garder son propre parti du Likoud en première ligne. Si ses membres sentent qu'il est fini, il pourrait y avoir un effondrement rapide du soutien et des mouvements vers une tentative de le renverser.

Les premiers signes de lassitude sont apparus samedi avec Gideon Saar, le challenger le plus probable de Netanyahou au Likoud, qui l'a accusé de « *créer une atmosphère de chaos* » en dénigrant les autorités judiciaires.

Après l'échec de Gantz et de Netanyahu à former une coalition, la tâche a été confiée la semaine dernière au Parlement. Il reste à ses membres un peu plus de quinze jours pour voir si l'un d'entre eux peut rallier une majorité de députés.

Cette brève fenêtre pourrait être l'occasion pour Saar d'aller à l'encontre de Netanyahou. Dimanche, il a déposé une demande officielle pour que le Likoud organise une course à la direction du parti.

Les observateurs craignent que, pour atténuer ce danger, Netanyahou puisse envisager non seulement d'enflammer sa base, mais aussi de mettre le feu à la région avec un conflit pour rallier le reste de la population à ses côtés et rendre son expulsion impossible.

En fait, les médias israéliens ont rapporté que peu de temps avant l'élection de septembre, Netanyahou avait précisément tenté de faire ce coup-là, préparer une guerre contre Gaza pour justifier le report du scrutin.

Il a été arrêté à la dernière minute par Mandelblit, qui s'est rendu compte que le cabinet avait été induit en erreur en approuvant une action militaire. Netanyahou leur aurait caché le fait que le commandement militaire s'y opposait.

Ces dernières semaines, Netanyahou a attisé de graves tensions avec Gaza en assassinant le dirigeant palestinien du Jihad Islamique Baha Abu Al Atta. La semaine dernière, il a lancé des frappes aériennes sur les positions iraniennes en Syrie.

Lorsque Olmert a fait l'objet d'une enquête pour corruption en 2008, Netanyahou a mis en garde avec sagacité contre la dangereuse confusion d'intérêts qui pourrait en résulter.

« Il prendra ses décisions en fonction de ses propres intérêts de survie politique plutôt que de l'intérêt national », a-t-il déclaré.

Et c'est précisément la raison pour laquelle beaucoup en Israël sont impatients de voir partir Netanyahou - au cas où son instinct de survie politique l'emporterait sur les intérêts de la stabilité dans la région.

Article original en anglais : [Finally charged and lacking a mandate to govern, Netanyahu's days are numbered](#), le 24 novembre 2019.

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [jonathan-cook.net](#)
Copyright © [Jonathan Cook](#), [jonathan-cook.net](#), 2019

Articles Par : [Jonathan Cook](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca